

« Quelles preuves que ces statistiques ne sont pas des mensonges ? » : Suivi des discours sur les réseaux sociaux en RDC (17e épidémie d'Ebola)

29 juin 2026

Cette note d'information d'Insecurity Insight analyse l'activité publique sur les réseaux sociaux entre le 15 et le 22 juin 2026



Cette note d'information analyse l'activité publique sur les réseaux sociaux relative à la 17e épidémie d'Ebola causée par le virus Bundibugyo en République démocratique du Congo, couvrant la période du 15 juin 2026 à 18 h 00 CET au 22 juin. La veille des réseaux sociaux a permis d'identifier 1 547 publications publiques mentionnant Ebola et 4 382 commentaires provenant de comptes dont l'adresse IP se situait en RDC. Les publications ont de nouveau circulé principalement sur X (~82 %), Facebook arrivant en deuxième position (~18 %) ; la tendance était inverse pour les commentaires : sur les 4 382 analysés, environ 77 % provenaient de Facebook et environ 23 % de X. Les publications étaient principalement en français (~89 % ; anglais ~5 %). Cette édition s'appuie également sur le suivi des émissions de radio fourni par [Rootwise](#), permettant de comparer les discussions en ligne avec ce qui est diffusé sur les radios locales. Découvrez où *les attaques contre la riposte à Ebola* ont eu lieu sur [la carte interactive](#) d'Insecurity Insight (zoomez et cliquez sur les points jaunes pour en savoir plus sur chaque événement).

Le nombre de commentaires a augmenté de 33 % entre le 9 et le 15 juin. Cependant, les cinq articles les plus commentés représentent à eux seuls 53 % de l'ensemble des commentaires, ce qui montre à quel point quelques déclarations peuvent dominer le débat et influencer la perception du public. Les discussions de la semaine ont été bien davantage alimentées par la politique que par l'épidémie elle-même : elles ont presque exclusivement porté sur une déclaration de Martin Fayulu, figure de l'opposition, qui établissait un lien entre les performances de la RDC lors de la Coupe du monde et les défaillances de la gouvernance (1 160 commentaires, soit 26,5 % du total). Dans ce contexte, et à une échelle bien moindre, le principal événement de la semaine lié spécifiquement à l'épidémie a été une confrontation publique entre une organisation de santé et le gouvernement. Un mois après le début de l'épidémie, l'organisation a mis en garde contre des « lacunes dangereuses » dans la riposte ; lors d'un point de presse le 15 juin, puis sur X quelques jours plus tard, le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya, accompagné du ministre de la Santé Roger Kamba, a rejeté ces critiques, les qualifiant d'« alarmistes », et a invité les ONG critiques à faire preuve de retenue. La vague de réactions, qui s'est concentrée le 19 juin, s'est révélée massivement hostile au gouvernement plutôt qu'à l'ONG et a été dominée par des références à la corruption, ainsi que par des accusations d'incompétence et de dépenses inappropriées.

Étant donné que la forte augmentation du volume des commentaires était principalement due à des commentaires politiques plutôt qu'à des discours préjudiciables à la lutte contre Ebola, la part des commentaires préjudiciables directement liés à la réponse sanitaire a diminué par rapport au sentiment négatif global exprimé dans les publications concernant d'autres sujets, pour s'établir à environ 2 %. Les contenus préjudiciables sont restés minimes dans les publications et dispersés dans les commentaires, concentrés sous la déclaration du gouvernement concernant le financement et les critiques. Dans le même temps, les préoccupations liées à Ebola s'ancrent de plus en plus dans les positions politiques existantes. Il devient donc plus difficile de les traiter comme des questions techniques liées aux activités et à la communication des intervenants, ce qui accroît le risque que les messages soient manipulés à des fins politiques.

Le suivi des émissions de radio fourni par [Rootwise](#), qui met en parallèle les conversations en ligne et ce qui est diffusé sur les radios locales, montre que les animateurs se sont attachés à corriger les mythes sur la maladie — le déni et l'affirmation selon laquelle Ebola aurait été inventé pour l'argent — tandis que le public en ligne réagissait massivement sur les questions d'argent, de responsabilité et de politique.

Répartition géographique des publications

Kinshasa	Nord-Kivu	Est	Sud-Kivu	Katanga	Équateur	Kasaï	Maniema
885	146	81	50	38	34	11	1

1 547

Publications publics
provisoire

57

Publications comportant des
commentaires
X ≥ 15 / FB ≥ 15

4 382

Commentaires analysés
vérifiés manuellement

~28 millions

Portée estimée
X + Facebook (provisoire)

S'INSCRIRE À LA LISTE
DE DIFFUSION



Période	Nombre de jours couverts par le suivi	Publications publiques	Commentaires	Portée estimée	Nombre moyen de publications par jour	Nombre moyen de commentaires par jour	Pourcentage estimé de commentaires préjudiciables
<u>Éd. 1 · 14-18 mai</u>	4,5	819	1 246	24 millions	182	276	~6 %
<u>Éd. 2 · 18-24 mai</u>	6,5	2 607	1 724	44,6 millions	401	265	~3 %
<u>Éd. 3 · 25 mai-1er juin</u>	8	3 166	3 890	53 millions	395	486	~4 %
<u>Éd. 4 · 2-8 juin</u>	7	1 608	3 235	34,5 millions	229	462	~3 %
<u>Éd. 5 · 9-15 juin</u>	7	1 775	3 282	13,6 millions	253	469	~5 %
<u>Éd. 6 · 16-22 juin</u>	7	1 547	4 382	28 millions	221	626	~2 %

*Tous les commentaires analysés ont été examinés manuellement par des analystes, mais, faute de temps, n'ont pas fait l'objet d'un codage formel. Par conséquent, les pourcentages indiqués ici correspondent à une estimation uniforme basée sur des mots-clés, appliquée de manière identique à toutes les éditions : ils prennent en compte les commentaires présentant un discours explicitement préjudiciable ou trompeur (dénigrement de l'épidémie, « commerce de l'Ebola », discours de haine, allégations d'armes biologiques, théories du complot anti-aide). La recherche par mots-clés ne permet pas de détecter les contenus préjudiciables exprimés par allusion ou sarcasme ; ce chiffre constitue donc une estimation minimale et la part réelle – telle qu'elle ressort de l'examen manuel – est probablement plus élevée.

Les attaques contre la riposte à Ebola et leur diffusion en ligne

La période couverte par cette note, du 15 juin (18 h 00 CET) au 22 juin 2026, a été marquée par une série d'attaques contre des structures de lutte contre Ebola et des professionnels de santé dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Ces incidents concordent avec des reportages indépendants et avec un schéma documenté de cette épidémie, dans lequel la méfiance des communautés et la conviction que la riposte vise à faire du profit se transforment en violences à l'encontre des centres de traitement et de leur personnel. **Incidents enregistrés au cours de cette période :**

- **15 juin 2026** : dans le quartier de Wanamahika Mutiri, à Butembo, dans la province du Nord-Kivu, l'hôpital adventiste (Wanamahika) a été pris d'assaut par des hommes armés de lames et de couteaux, qui ont enlevé une femme et sa fille de six ans au sein de l'établissement. L'enfant avait été testée positive au virus Ebola. Les deux femmes étaient toujours portées disparues après l'incident, ce qui a incité les autorités sanitaires à lancer un appel pour qu'elles soient ramenées dans un centre de traitement d'Ebola et a suscité des inquiétudes quant à une nouvelle propagation du virus. La mère et sa fille ont ensuite été retrouvées dans un centre de traitement d'Ebola situé à environ 18 km de Butembo. **Sources** : [Actualité](#), [AOL](#), [BBC](#) et [Reuters](#)
- **16 juin 2026** : Dans la province de l'Ituri, cinq agents de lutte contre Ebola ont été brièvement enlevés par des groupes armés. **Sources** : [Namibia Daily News](#) et [Nations unies](#)
- **17-18 juin 2026** : Dans le village de Kabasha-Kasebere, sur le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, le centre de santé de Kabasha a été saccagé pendant la nuit par des individus non identifiés, peu après l'évacuation d'un patient atteint d'Ebola vers un établissement spécialisé. L'établissement a subi d'importants dégâts : les fenêtres ont été brisées et la rampe d'alimentation en eau détruite, compromettant l'accès à l'eau potable. **Source** : [Actualité](#)
- **18 juin 2026** : Dans la ville de Bunia, province de l'Ituri, un centre de traitement d'Ebola situé au Centre médical évangélique a été attaqué et détruit par la population locale. **Sources** : [DW Akademie](#) et [communication personnelle](#)
- **19 juin 2026** : Dans le quartier de Mabolio, en ville et sur le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, un agent de santé et une agente de santé, qui s'étaient rendus au domicile d'une personne décédée des suites d'Ebola pour le désinfecter, ont été blessés lorsque des habitants en colère leur ont lancé des pierres et les ont frappés à coups de bâtons. On ignore si l'agente de santé a été battue à mort. Les habitants les auraient accusés d'avoir inventé la maladie à des fins lucratives. **Sources** : [communication personnelle](#), [communication personnelle I](#), [communication personnelle II](#), [communication personnelle III](#), [Radio Okapi](#) et [The Washington Post](#)
- **20 juin 2026** : Dans le quartier de Kanzulinzuli, en ville de Beni, province du Nord-Kivu, le bâtiment d'isolement du centre de santé de Kanzulinzuli, utilisé pour le traitement d'Ebola, a été attaqué par la population locale qui a tenté d'y mettre le feu, vers 2 h 00. **Sources** : [Kisangani News 24/7](#) et [communication personnelle](#)

Consultez la carte des [incidents violents liés à Ebola](#) ; zoomez pour plus de détails et cliquez sur les descriptions d'événements en jaune pour obtenir plus d'informations.

Comment ces incidents ont circulé en ligne : Les six incidents ont été analysés par Insecurity Insight à la lumière des reportages établis par les agences de presse. Par ailleurs, Insecurity Insight examine comment ils ont circulé sur les réseaux sociaux, où les publications sont

un mélange d'allégations d'incidents en grande partie non vérifiées : certains comptes rapportent ce qu'ils ont vu ou entendu sans le vérifier, tandis que d'autres peuvent diffuser délibérément de fausses allégations concernant de prétendues attaques. Un premier examen révèle un petit réseau de comptes par lequel ces allégations se propagent : quelques publications initiales alléguant une attaque apparaissent en premier, certaines sont ensuite largement partagées — notamment une vidéo dont la provenance est incertaine — et une autre couche de comptes commente ou republie ce contenu, en le recadrant dans une direction particulière. Ces images circulent généralement sur des groupes WhatsApp privés avant d'atteindre X, bien que cela ne puisse être confirmé à partir des données actuelles.

Pour plus d'informations sur les comptes, veuillez nous contacter directement : info@insecurityinsight.org

CATÉGORIES DE CONTENUS PRÉJUDICIALES

Le contenu directement préjudiciable dans les principaux articles consacrés à Ebola était, là encore, minime ; la grande majorité des publications était factuelle et neutre sur le plan opérationnel, et les discours préjudiciables se concentraient dans les sections de commentaires, où ils restaient dispersés et non coordonnés. Chaque catégorie ci-dessous est présentée sous forme de chaîne — **les déclencheurs des discours préjudiciables, les griefs sur lesquels ils s'appuient, et les possibilités d'intervention pour les acteurs humanitaires** au stade du déclencheur ou du grief.

1 · Corruption et « commerce de l'Ebola »

► *Continuité — le cadre préjudiciable dominant de cette période.*

Déclencheur. Le 19 juin, quelques jours après qu'une organisation sanitaire eut averti que d'importantes lacunes en matière de surveillance, de diagnostic et de recherche des contacts sapaient la réponse à la crise, le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a publié un message sur X — résumant sa réponse et celle du ministre de la Santé à la question d'un journaliste concernant les critiques des ONG.

Mécontentement. Frustrations vérifiables et maintes fois exprimées dans les commentaires : les professionnels de santé de première ligne n'auraient pas été payés depuis cinq à six mois, et il existe un sentiment que les fonds publics sont mal affectés — par exemple, des commentateurs ont opposé la riposte à l'achat de billets pour la Coupe du monde destinés à la diaspora et aux dirigeants politiques, y voyant la preuve que l'épidémie n'est pas une priorité pour le gouvernement.

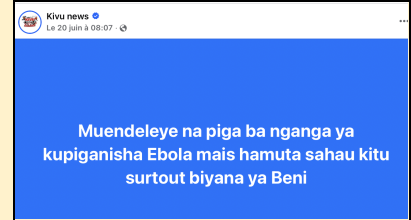
Récit. Ces griefs alimentent le récit récurrent de « commerce de l'Ebola », selon lequel les fonds destinés à la riposte seraient détournés par ceux qui la gèrent. Cependant, dans ce cas précis, bien que la déclaration du gouvernement visait à détourner les critiques vers les ONG, elle a en réalité renvoyé la plupart des accusations directement vers le gouvernement. Parmi les commentaires figuraient des allégations de détournement de fonds et de mensonges visant le gouvernement. L'absence de soutien des internautes aux critiques adressées aux ONG suggère que les utilisateurs des réseaux sociaux exposés à ces publications étaient plus enclins à approuver le fait que les critiques concernant la réponse aient été rendues publiques.

« @PatrickMuyaya C'est votre devoir, combien aviez vous déjà détourné? »

Intervention. Pour les intervenants sur le terrain, le défi consiste à trouver le juste équilibre entre exprimer des critiques lorsque cela est nécessaire pour améliorer l'efficacité de l'intervention, et la nécessité de conserver la confiance de l'autorité de tutelle ainsi que de la population qu'ils servent, qui peut nourrir de réels griefs.

- Dans le contexte des discours bien ancrés sur le « commerce de l'Ebola », la communication relative au financement constitue un facteur de risque. Une approche pourrait consister à éviter de faire référence aux politiques générales définies par les autorités, qui restent souvent opaques et invérifiables sur le terrain, pour se concentrer plutôt sur une communication décrivant des mesures concrètes illustrant des avantages immédiats et tangibles, tels qu'une meilleure alimentation pour les patients ou une meilleure protection et une meilleure rémunération pour le personnel.
- Les griefs, tels que la négligence structurelle et les mauvaises pratiques de rémunération, constituent des points de déclenchement puissants qui sont également susceptibles d'alimenter des risques d'escalade potentiels dans la réalité.

Une publication datée du 20 juin de « Kivu news », une page médiatique vérifiée basée à Goma (portée : environ 14 700), est rédigée en swahili congolais. Cette publication semble s'adresser à la population de Beni au sujet de l'attitude de la communauté face à la lutte contre Ebola, et met en garde contre les conséquences qui s'ensuivront pour ceux qui s'en prendraient au personnel de santé.



« Continuez à vous en prendre aux médecins qui luttent contre Ebola, mais sachez que vous n'oublierez rien — surtout vous, les jeunes de Beni. »

Il s'agit là d'un registre différent de celui des discours sur la corruption et de la politique qui dominent cette période : un acteur médiatique publie une seule phrase, et le public se divise entre ceux qui stigmatisent la communauté touchée, allant même jusqu'à l'associer à la violence armée, et ceux qui la défendent. La stigmatisation régionale à l'égard de l'épicentre se distingue de la désinformation sur la maladie et peut renforcer l'hostilité envers les communautés mêmes dont dépend la riposte, ce qui justifie de la surveiller même lorsque le volume est faible.

Sur les 22 commentaires analysés, rédigés principalement en swahili et en lingala, le groupe le plus important stigmatisait les habitants de Beni et de Butembo plutôt que de s'intéresser à l'épidémie, les décrivant comme indisciplinés et, dans plusieurs cas, assimilant l'ensemble de la communauté au groupe armé de l'ADF. Un courant plus restreint a réagi en faisant preuve de solidarité, arguant que Beni avait été livrée à elle-même, que des gens mouraient et que ces souffrances n'étaient pas la faute de la population. Quelques commentaires ont qualifié l'épidémie de fausse.

« Le village crasseux des imbéciles » (« *Tabiya muchafu ya bushenzi* »)

« Ils ont échoué face à / ont été vaincus par l'ADF » (« *Bana shindwa ADF* »)

« Vous n'arrêtez pas d'insulter les habitants de Beni — mais avez-vous vu ce que Beni a enduré, plus que n'importe quel autre endroit de ce pays ? Laissez-les à leur "barbarie" et à leur obstination/fatigue — les souffrances de Beni ne peuvent être comparées à celles d'aucun autre endroit de l'est de la RDC » (« *Muko nachamba batu ya Beni esque mushakaona kubienye Beni ulishaka onako mwaiyi pays, mubaache na busenzi yabo nabu mbuta yabo, mateso ya Beni hamuta ipimanisha Naya fasi ingine mwaiyi Est ya RDC* »)

2 · Dénî de l'épidémie

► *Résiduel et diffus — présent mais bien en deçà du volume politique.*

Déclencheur. Des publications sur les guérisons et les chiffres actualisés des cas, ainsi que l'annulation annoncée d'un concert « à cause d'Ebola », ce qui a suscité des commentaires considérant l'épidémie comme un prétexte commode.

Mécontentement. Un véritable vide informationnel : on a d'abord dit au public qu'il n'existait aucun traitement contre cette souche, puis on lui a annoncé que des patients s'étaient rétablis — laissant sans réponse la question : « Guéris de quoi, s'il n'y a pas de remède ? ».

« Ceux qui guérissent on leur donne quel médicament ?? Pourquoi chercher à exterminer la population alors que vous avez déjà la solution pour éradiquer cette maladie ? »

Récit. Deux volets liés : le déni pur et simple et le soupçon que le moment choisi pour l'épidémie ou sa réapparition soit « trop opportun ». Le volume de discussions est faible sur cette période et ne s'appuie pas sur un seul amplificateur.

Intervention. Une communication axée sur les messages sanitaires devrait combler le vide d'information avant que d'autres ne le comblient : répondre directement et de manière répétée à la logique des soins de soutien par le biais de canaux de confiance, puisque l'écoute des réseaux sociaux existe précisément pour faire émerger rapidement ces questions restées sans réponse. Lorsque cela est approprié et soutenu par les patients guéris, donner aux personnes touchées l'occasion de raconter leur histoire personnelle de maladie et de guérison en s'appuyant sur des expériences réelles.

3 · Récit sur les armes biologiques

► *Presque en sommeil cette période — insinuations éparses, aucun point d'ancrage.*

Déclencheur / Récit. Pas d'événement unique ; des commentaires isolés sous les mises à jour sur les cas et les publications gouvernementales présentent cette réapparition comme « plus que suspecte » ou comme une manipulation, sans la construction « orchestrée par les “Blancs” » observée dans les éditions précédentes.

Intervention. Surveiller plutôt qu'amplifier. La stratégie recommandée pour les cadres de référence dormants mais récurrents est le « prebunking » (déconstruction préventive), et non la réfutation : les corrections étant en retard par rapport à la propagation virale, l'objectif est de vacciner le public contre ce récit avant qu'un compte à forte portée ne le « republie ».

4 · Politique et négligence gouvernementale

► *Catégorie la plus importante en volume — mais principalement du football et des discussions partisans plutôt que des griefs liés à l'épidémie ; discours politique légitime, non comptabilisé dans la part de contenus préjudiciables.*

Déclencheur. La qualification du pays pour la Coupe du monde de football, et trois publications largement partagées qui ont retourné l'opinion contre le gouvernement : un leader de l'opposition qui a fait valoir que le succès de l'équipe ne devait pas masquer les défaillances de la gouvernance ; une autre figure de l'opposition qui a accusé le président Tshisekedi de faire la fête alors qu'Ebola fait des victimes ; et la Conférence épiscopale catholique (CENCO), qui a averti que la nation était en péril.

Mécontentement / Récit. Dans les publications elles-mêmes, les personnalités de l'opposition et de l'Église ont profité de l'événement de la Coupe du monde pour affirmer que le gouvernement se préoccupait davantage de son image alors que les problèmes du pays, dont Ebola, restaient sans réponse. Dans les fils de commentaires, cet argument a largement cédé la place à des célébrations footballistiques et à des échanges partisans : seule une petite partie des commentaires abordait réellement l'épidémie. Les griefs relatifs aux dépenses substantielles et au personnel non rémunéré relèvent du fil de discussion sur la corruption ci-dessus, et non de celui-ci. Cette catégorie gonfle le volume des commentaires plus qu'elle ne met en lumière de nouveaux griefs.

« Que personne ne récupère les exploits des Léopards pour masquer les échecs de la gouvernance. »

Intervention. Limitée. L'épidémie étant à peine évoquée dans ces fils de discussion, il y a peu d'éléments auxquels répondre directement — les griefs donnant lieu à une action concrète se trouvent dans la section consacrée à la corruption. La principale implication est d'ordre interprétatif : la majeure partie de la vague de commentaires de cette période concerne l'engagement politique et le football, et ne doit pas être interprétée comme un signe d'inquiétude croissante du public face à l'épidémie. Parallèlement, il existe un risque que les approches techniques de lutte contre la maladie soient politisées, car elles s'ancrent dans un débat politique plus large.

Le risque de stigmatisation communautaire (Mercy Corps / CAT- DRC)

Une analyse de terrain réalisée en juin 2026 par l'équipe d'analyse de crise de Mercy Corps (CAT-DRC), s'appuyant sur un suivi et des informations recueillies à Bunia, aboutit à des conclusions qui rejoignent étroitement celles de la présente édition, mais sous un angle différent : sur le terrain plutôt qu'en ligne. Elle fait état du même discours sur le « commerce de l'Ebola », selon lequel l'épidémie serait entretenue par les autorités, les acteurs humanitaires ou les professionnels de santé afin de s'approprier des fonds.

Elle ajoute également une dimension qui n'apparaît pas de la même manière dans les données issues des réseaux sociaux : la dimension ethnique. La CAT-DRC fait état de rumeurs à Mongbwalu, Rwampara, Nyankunde et Komanda accusant les **communautés Hema ou Nande** d'avoir introduit ou propagé Ebola — sans aucun fondement épidémiologique —, faisant écho à la dixième épidémie (2018–2020), lors de laquelle la maladie avait été présentée comme un outil visant à s'en prendre à certaines communautés. La recommandation centrale de CAT-DRC est de « **dé-ethniser** » la **communication sur Ebola**, d'éviter tout lien entre la maladie et l'identité d'une communauté, et de axer plutôt les messages sur les chaînes de transmission, les comportements à risque et la protection, diffusés conjointement par des dirigeants issus de différentes communautés.

Pourquoi cela importe au-delà de la communication. Les rumeurs et la stigmatisation ne constituent pas un problème secondaire, mais un enjeu opérationnel : les parties prenantes peuvent commencer à dissimuler des cas, retarder les soins, refuser les transferts et s'en prendre aux intervenants. Protéger les personnes touchées, garantir un accès non discriminatoire aux soins et éviter les messages qui attisent les tensions intercommunautaires relèvent des obligations découlant des principes humanitaires, et non d'un travail de communication facultatif. *Source : CAT-DRC / Mercy Corps, « Ebola en Ituri et au Nord-Kivu : gérer les rumeurs, la stigmatisation et les tensions communautaires », cinquième édition, juin 2026 (rdc-analyse.org).*

Station	Radio CONAFOD	Top Congo FM	Radio Okapi	UDPS Radio	Radio Moto	Radio Maendeleo	Total
Extraits (15-22 juin)	230	90	70	41	39	38	508

Portée. Grâce à l'accès fourni par Rootwise, cette édition met en parallèle la radio diffusée et les discussions en ligne. Les 508 extraits radio proviennent principalement du personnel des stations, d'experts et de responsables invités, ainsi que de spots préenregistrés ; l'ensemble de données reflète ce qui a été dit aux communautés touchées, et non la manière dont elles l'ont perçu. Une tendance se dégage tout au long de l'étude : les intervenants à l'antenne s'efforçaient de lutter contre la désinformation plutôt que de la propager. Les fausses allégations n'apparaissent que sous la forme de croyances rapportées au sein de la communauté, que les animateurs, les experts de la santé, les représentants d'ONG, les membres du clergé et les survivants relaient afin de les corriger.

Depuis que l'épidémie a été déclarée à la mi-mai, la nature des fausses informations contre lesquelles lutte la radio a évolué. Au début, les émissions répondaient principalement aux explications surnaturelles, selon lesquelles Ebola serait de la sorcellerie, une malédiction ou un châtement divin. À mesure que le nombre de cas et de décès augmentait et que des guérisons étaient signalées, ce discours s'est estompé, et cette semaine, il était pratiquement absent des ondes. Le doute s'est alors déplacé de la nature de la maladie vers les personnes qui en sont à l'origine : les émissions ont de plus en plus souvent réfuté les affirmations selon lesquelles il s'agirait d'un virus créé par l'homme, d'une maladie apportée par des étrangers ou d'une épidémie inventée par des organisations à des fins lucratives.

Ce qui a été diffusé la semaine dernière. Le déni catégorique persistait : des invités de l'émission « Focus on Health » de la CONAFOD ont décrit des communautés qualifiant Ebola de mythe ou de maladie inventée, et certaines affirmant que le virus n'existait pas. L'allégation de spéculation — selon laquelle des organisations auraient inventé la maladie pour lever des fonds (17 et 19 juin) — est le seul discours qui reflète directement le cadre du « commerce de l'Ebola » dominant les commentaires sur les réseaux sociaux, bien qu'à l'antenne, elle n'apparaisse que comme un argument réfuté par les professionnels. Un reportage de la Deutsche Welle diffusé sur Top Congo FM a montré des personnes considérant Ebola comme une maladie spirituelle ou de la sorcellerie, consultant des guérisseurs traditionnels ou des chefs religieux plutôt que de se rendre à l'hôpital, et croyant que la maladie était causée par des « forces obscures » ou apportée par des étrangers. Un autre invité a attribué cette méfiance à des expériences passées et à un manque de confiance envers les autorités.

La réponse à l'antenne s'est orientée vers le dialogue. Plutôt qu'une correction unilatérale, les invités de la CONAFOD ont décrit une approche bidirectionnelle consistant à interroger les communautés sur leurs croyances et à mettre l'accent sur la diffusion de messages dans les langues locales. Une survivante d'Ebola a exhorté les autres à accepter que la maladie est bien réelle, rappelant qu'elle-même avait autrefois cru qu'elle n'existait pas. Radio Moto a diffusé une séquence de questions-réponses expliquant pourquoi les familles ne devaient pas ouvrir un cercueil. Plusieurs invités ont exhorté les administrateurs de groupes WhatsApp à surveiller ceux qui diffusent de fausses informations.

Les critiques à l'égard de la réponse apportée ont été modérées et constructives. Alors que les commentaires sur les réseaux sociaux faisaient état de graves allégations de corruption et de griefs liés au non-paiement des salaires visant le gouvernement, les invités des stations de radio ont appelé ce dernier à mettre en œuvre les mécanismes d'intervention qu'il avait annoncés, tandis que les discours nuisibles diffusés en ligne — détournement de fonds, dépenses mal orientées — étaient pratiquement absents des ondes. La méfiance de la communauté semblait en grande partie s'estomper, comme en témoignaient de nombreux reportages décrivant comment les populations de Mungwalu et de Mambasa (Ituri), après des semaines de méfiance et de résistance, se tournaient désormais volontairement vers les soins.

Implications pratiques. La radio met déjà en œuvre une grande partie des recommandations issues des études sur la communication : interaction bidirectionnelle, témoignages de survivants dignes de confiance, langues locales et réponses directes sur la guérison et les enterrements. Ce qui reste à améliorer, c'est la cohérence et la portée : il s'agit de pérenniser ces formats et de les associer à des messages sur la transparence du financement, rendus urgents par les discours en ligne sur la corruption.

Offre et demande : en comparant les émissions aux commentaires sur les réseaux sociaux, on constate que la radio s'est concentrée sur la correction des mythes liés à la maladie, du déni, des explications surnaturelles, ainsi que des allégations selon lesquelles la maladie serait d'origine humaine ou inventée à des fins lucratives ; or, plusieurs de ces sujets ne préoccupent plus l'audience en ligne : le déni pur et simple et les théories du complot ne représentaient qu'à peine 1 à 2 % des commentaires au cours de cette période. La

réaction dominante en ligne portait sur l'argent et la responsabilité — les griefs liés à la corruption et au « commerce de l'Ebola », le personnel non rémunéré, les dépenses publiques mal orientées, l'hostilité envers le gouvernement.

Ce rapport offre un aperçu de l'activité visible sur les réseaux sociaux entre le 15 et le 22 juin 2026 et doit être considéré comme la suite de l'évaluation préliminaire entamée le 14 **mai**. Le discours en ligne reste en constante évolution, et une surveillance continue est nécessaire pour déterminer si les associations hostiles actuelles restent marginales ou si elles se transforment en discours plus larges affectant l'acceptation de l'aide humanitaire, l'accès à celle-ci ou **la sécurité** du personnel. Rapports précédents en **anglais** et **en français**.

Avertissement concernant l'utilisation des données et la confidentialité

Ce rapport comprend une analyse de contenus issus des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plateformes ouvertes. Toutes les données ont été anonymisées afin de supprimer ou de masquer les informations permettant d'identifier les personnes, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été menée dans l'intérêt général et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. Cette analyse a pour objectif de soutenir le dialogue humanitaire, d'éclairer l'élaboration des politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight, une organisation «Humanitaire à humanitaire» (H2H) attachée aux principes humanitaires.

N'hésitez pas à nous faire part de vos questions et commentaires. E-mail : info@insecurityinsight.org . Retrouvez d'autres ressources sur le site web « [Social Media Monitoring](#) ».

Citation suggérée : Insecurity Insight. 2026. Suivi des discours sur l'aide humanitaire sur les réseaux sociaux : tendances émergentes en RDC, 15-22 juin 2026, Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/15-22Jun2026SMMDRCBriefFR>